

L'AFRIQUE UN IMPORTANT POTENTIEL DE CROISSANCE :

Soyons tous « l'Année Prochaine à Johannesburg ! »

Par SALAH HANNACHI

I. Introduction

L'Afrique est souvent décrite aujourd'hui par beaucoup d'observateurs et d'opérateurs commerciaux, économiques et industriels comme étant le marché du XXI^{ème} siècle. Ils signalent un taux de croissance économique moyen de 4 pourcent, tout en signalant une grande diversité de taux de croissance et de niveaux de développement entre les régions. Certains pays comme l'Ethiopie, le Kenya, la Côte d'Ivoire enregistrent des taux de croissance encore plus remarquables. D'autres enregistrent des résultats beaucoup moins probants. Ils signalent aussi que ces taux de croissance sont tirés par les activités économiques et commerciales et non par la rente des ressources naturelles.

L'économiste prix Nobel Joseph Stiglitz de Columbia University a même réalisé pour le compte de la JICA japonaise une étude plaidant pour une industrialisation rapide de L'Afrique.

Ces observateurs signalent de même que cette dynamique qui a prévalu tout au long des dernières années a donné naissance à une classe moyenne importante de 150 millions d'habitants, créant ainsi d'importantes opportunités d'investissement directs domestiques et étrangers. L'émergence de beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne comme acteurs importants sur la scène énergétique attire au Continent d'importants investissements des USA, de la Russie, de la France, de la Chine, de la Turquie, de la Malaisie, de l'Inde, etc.

De même il y a lieu de signaler en particulier l'activisme nouveau et remarqué du Maroc.

II. La Tunisie en Afrique

A. Présence de la Tunisie en Afrique

L'un des premiers pays à obtenir son indépendance, la Tunisie a pratiqué une diplomatie africaine active pionnière dès le lendemain de son indépendance en 1956. Cette diplomatie avait pris la forme de leadership aux Nations Unies à New York, de bons offices dans les conflits, d'une participation active aux opérations onusiennes de

maintien de la paix au Congo, au Cambodge, etc. Elle avait pris aussi la forme d'initiatives économiques comme l'ouverture au Sénégal et dans d'autres pays africains de banques mixtes, d'agences de logement, etc.

En l'absence d'une vision à long terme mettant en rapport les intérêts stratégiques des parties concernées, cet activisme s'était ensuite sensiblement ralenti. La présence du Maroc est aujourd'hui beaucoup plus active et plus stratégique, surtout dans certains secteurs comme le secteur bancaire.

Cependant, ce passé activiste de la Tunisie lui a valu et lui vaut encore aujourd'hui un capital durable et encore important de bonne volonté, d'échanges constructifs avec l'ensemble de tous les pays du Continent, d'une image positive et d'une réputation de bonne citoyenneté continentale.

Aujourd'hui, la Tunisie vit un regain d'intérêt pour l'Afrique. Les bureaux d'études ont une bonne présence et sont actifs. Les entreprises de bâtiment et de travaux publics remportent des contrats importants de projets d'infrastructure, de logements sociaux, d'hôpitaux, de ports et d'aéroports, de radios nationales, etc., et les réalisent à la satisfaction des pays donneurs d'ordre. STEG International est devenue rapidement un opérateur dynamique, visible et respecté sur le marché africain, dans l'installation de systèmes et de réseaux électriques. Cela a encouragé la SONEDE, l'ONAS, à faire de même.

Même dans le secteur financier, il commence à y avoir une présence remarquée, comme celle d'AfricInvest, d'Amen Bank, etc. Des sociétés tunisiennes de service, en particulier dans le conseil et les études, l'informatique, la santé, etc., orientent leurs activités principalement vers le marché africain. Quelques universités privées tunisiennes mènent annuellement des campagnes de recrutement d'étudiants de l'Afrique Sud Saharienne qui, à la fin de leurs études et de retour à leurs pays d'origine, retiennent une sympathie et une orientation naturelles pour la Tunisie. De même la Tunisie reçoit un nombre de plus en plus important de patients de pays africains comme le Burkina Faso, la Mauritanie, la Libye, etc.

B. Concurrence en Afrique

L'Afrique a toujours été convoitée pour les ressources naturelles dont elle est richement dotée. L'Afrique est en voie de devenir aussi un acteur majeur dans le secteur de l'énergie. Elle vit actuellement une grande compétition entre les grandes puissances et les pays industrialisés pour ces ressources. La présence de la Chine en Afrique en particulier, et ses échanges avec le Continent, dans le domaine des ressources naturelles mais aussi dans le commerce et l'investissement, sont perçus comme un défi majeur par beaucoup de pays occidentaux et industrialisés.

Il en est de même de son projet ambitieux « BRI » (Belt and Road Initiative, Initiative Route et Ceinture) d'intervention dans les projets d'infrastructure. Le projet BRI qui soulève une grande polémique est d'autant plus redoutable et redouté qu'il s'accompagne des offres de financement de l'Asian Infrastructure Investment Bank, banque asiatique pour les investissements dans l'infrastructure et d'autres guichets chinois de financement, que les pays occidentaux dans l'état actuel de leurs finances ne sont pas en mesure de suivre et d'offrir. La Chine est accusée en particulier de pratiquer « une diplomatie de piège de l'endettement » (« Debt Trap Diplomacy »), c'est-à-dire de prendre en otage certains pays participants, en particulier des pays africains, en les conduisant à accepter des projets d'infrastructure qui les obligent à s'endetter largement au-delà de leurs capacités d'endettement.

L'intervention de la Chine dans le secteur des infrastructures par le projet BRI représente ainsi un défi important pour les opérateurs tunisiens en Afrique qui sont actifs dans ce secteur. Dans le secteur des services et des bureaux d'études où ils sont fortement présents, les opérateurs tunisiens confrontent une concurrence qui vient des opérateurs nord américains et européens, en particulier des opérateurs français.

Dans cette concurrence, les opérateurs français ont un avantage important d'accès aux bases et aux archives de données. Cet avantage est d'autant plus significatif que suite aux sécheresses sévères de la fin des années 80 dans certains pays africains, les bureaux français installés dans ces pays ont quitté et rapatrié avec eux ces bases et ces archives de données importantes. Ces données sont essentielles aux études d'aménagement de territoire, de projets de routes et d'autres infrastructures, d'ouvrages hydrauliques, de projets d'accès à l'eau ou à l'énergie, de projets de mines, etc.*

Dans ces secteurs, le non accès à ces données constitue un handicap majeur. C'est peut-être ce qui explique la moindre performance de la SONEDE International par comparaison à STEG International qui dépend moins de ces données.

III. Recommandations

Les recommandations portent sur les points suivants :

- A. Vision**
- B. Soutien diplomatique**
- C. Soutien technique**
- D. Soutien institutionnel**
- E. Soutien financier**
- F. Triangulation**
- G. Valorisation de la présence estudiantine**

A. Vision

La présence de la Tunisie est aujourd'hui laissée à l'initiative des opérateurs privés. Pour l'optimiser et l'inscrire dans la durée, cette présence de la Tunisie et son intervention au niveau du Continent doivent être soutenues par une vision stratégique s'appuyant sur une analyse SWOT générale. Cette analyse doit être réalisée en un PPPC, Partenariat Public Privé Civil, visant à identifier et évaluer la contribution mutuelle de cette présence et de cette intervention au développement partagé et aux intérêts réciproques de la Tunisie et de l'Afrique. Les deux parties ont aussi une obligation de contribution à la résolution des défis globaux de l'environnement, de l'eau, de l'énergie, de la biodiversité, de la durabilité et plus généralement des objectifs de développement durable des Nations Unies

L'analyse SWOT générale doit être ensuite déclinée au niveau des stakeholders concernés en :

1. SWOT Sectoriel : la santé, l'énergie, l'eau, l'informatique, l'industrie pharmaceutique, l'infrastructure, l'agriculture, l'agroalimentaire, le tourisme, etc.
2. SWOT Régional et pays : l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, ...), l'Afrique Australe (l'Afrique du Sud,...), l'Afrique de l'Est (Djibouti, ...), l'Afrique Centrale, le Maghreb,
3. SWOT Défis Globaux (UN ODD 2030, COP 21, Agenda 2063 de l'UA, etc.)
4. SWOT Triangulation (Brésil, Canada, Chine, Europe, Inde, Japon, Russie, Turquie, USA, ...)

La mise en vigueur de cette vision et l'opérationnalisation des éléments de l'analyse SWOT doivent jouir d'un appui politique et diplomatique au plus haut niveau.

B. Soutien Diplomatique

La nomination d'un secrétaire d'Etat Chargé de la Diplomatie Economique devrait aider à mettre en place une nouvelle culture et de nouveaux réflexes diplomatiques dans les chancelleries tunisiennes à l'Etranger. Les réflexes de la diplomatie tunisienne acquis durant les années suivant l'indépendance donnaient la priorité voire l'exclusivité à la diplomatie pure pour la consolidation de l'indépendance nationale, pour les questions de soutien aux luttes pour l'indépendance en Algérie, en Afrique et au Moyen Orient, pour le règlement des conflits et autres questions sécuritaires et onusiennes. De ce fait et contrairement à la diplomatie d'autres pays, comme le Liban par exemple, la diplomatie tunisienne et les chancelleries tunisiennes traitaient presque exclusivement avec le secteur officiel gouvernemental. Elles « ne fréquentaient pas » le secteur privé.

Aujourd'hui la diplomatie tunisienne, les diplomates tunisiens dans les chancelleries à l'étranger doivent se mettre aussi au service du secteur privé et civil et de l'appui aux objectifs commerciaux, industriels et économiques du pays.

C. Soutien technique

La question du handicap venant de la difficulté de l'accès aux bases et aux archives de données suggère de :

- a) Encourager les bureaux d'étude tunisiens à travailler en consortium et à consolider, à capitaliser et à mettre en partage les données obtenues au cours de la réalisation de leurs études et de leurs projets respectifs,
- b) Etablir dans le cadre de l'UTICA, de CONECT, des Chambres de Commerce, du Conseil d'Affaires Tunisie-Afrique, de l'APII, l'APIA, de la FIPA, etc. des moyens logistiques, des plateformes et des archives et des bases de données partagées
- c) Demander aux institutions continentales et multilatérales telles que la BAD, la CEA, le PNUD, l'ONUDI, etc. d'œuvrer dans le cadre de l'Agenda 2063, l'Agenda 2030 des Nations Unies, de la COP 21, à établir des archives, des bases de données, des plateformes continentales, etc. utiles et accessibles aux opérateurs économiques privés, etc.

D. Soutien institutionnel

Il y a déjà un Conseil d'Affaires Tunisie-Afrique. Il organise des rencontres, des missions, et des mises en relations Tunisie-Afrique. Il y a aussi les chambres mixtes de commerce et de l'industrie, les organismes patronaux. Il y a lieu de consolider et de compléter ces institutions et de les doter d'instruments et de moyens appropriés. Il y a aussi et en priorité lieu de construire avec ces institutions une vision partagée pour la Tunisie en Afrique et de réaliser les analyses SWOT soutenant l'opérationnalisation et la mise en œuvre de cette vision.

E. Soutien Financier

La Tunisie doit veiller à établir des instruments financiers nationaux et régionaux facilitant aux bureaux d'études tunisiens, maghrébins et africains l'intervention et le partenariat dans les appels d'offre et la réalisation des projets dans les continents.

F. Triangulation

Le pouvoir d'achat de beaucoup de pays africains pour les infrastructures s'est nettement amélioré suite aux nouvelles découvertes de pétrole et aux années successives de bonne croissance économique dans ces pays. Tous les pays africains

ressentent des besoins importants d'infrastructure. Beaucoup en ont aujourd'hui le pouvoir d'achat et les moyens.

De leur côté, les pays pourvoyeurs d'infrastructure sont en grande compétition et renforcent chacun ses positions pour ce marché. Le Japon était le premier à plaider après la chute du mur de Berlin pour un partenariat global pour le développement de l'Afrique. En 1993, il a organisé le 1^{ier} Sommet TICAD (Tokyo International Conference on African Development). Il était aussi le premier à inviter en 2000 la Troïka Africaine (Afrique du Sud, Algérie, Nigéria) à des réunions au Sommet du G7 à Okinawa. Aujourd'hui le Japon met à contribution TICAD pour introduire de nouvelles idées comme le concept de « Smart Infrastructure », « Smart City », etc.

La Chine a lancé BRI et FOCAC (Forum de Coopération Chine-Afrique). Il en est de même de la France et du Sommet France-Afrique, du Royaume Uni et de la rencontre du Common Wealth, du Sommet d'Affaires Canada-Afrique, de la Turquie, de l'Inde, de l'Iran, etc.

Les entreprises tunisiennes doivent s'inscrire dans ces stratégies. La coopération et les partenariats triangulaires avec ces pays peuvent les aider à préserver leurs positions dans le secteur des infrastructures et dans les agendas de développement de l'Afrique.

G. Mise à contribution de la présence d'étudiants africains en Tunisie

Les entreprises africaines, tunisiennes et autres, le Conseil d'Affaires Tunisie-Afrique, les instances de promotion publiques et privées, telles que l'UTICA, l'APII, la FIPA, les Chambres de Commerce, devraient faire plus grand et meilleur cas de la présence des étudiants des autres pays africains en Tunisie et la Diaspora des étudiants tunisiens en Afrique, par des stages, des internats d'affaires, des startups, etc.

De même devraient-elles encourager les jeunes entrepreneurs et les startuppeurs tunisiens à passer des stages, des internats et des séjours en Afrique, et à considérer la possibilité de s'y installer.

IV. Conclusion

Au 19^{ième} et au début du 20^{ième} siècle, en particulier de 1880 à 1920, l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne, la Chine, etc., pressées par le défi malthusien de la démographie, des famines et de la pauvreté, répondaient en masse à l'appel salutaire de l'Amérique lancé par Miss Liberté du haut de son socle à l'entrée du port de New York:

*« Garde, Vieux Monde, tes fastes d'un autre âge, crie-t-elle
Donne-moi tes pauvres, tes exténués,
Qui, en rangs pressés, aspirent à vivre libres,
Le rebut de tes rivages surpeuplés,
Envoie-les moi, les déshérités, que la tempête m'apporte
J'élève ma lumière et j'éclaire la porte d'or ! »*

L'Afrique pourrait être pour le défi de la jeunesse et de l'emploi pressant de la Tunisie aujourd'hui ce que l'Amérique fut pour l'Europe au 19^{ième} et au début du 20^{ième} siècle, la Terre Promise et le Continent des Opportunités.

Répondons donc du Cap au Cap, du Cap Angela à Bizerte - la pointe la plus septentrionale du Continent - au Cap de Bonne Espérance - la pointe la plus australe du Continent -, à un appel rappelant celui de la Statue de la Liberté : «L'Année Prochaine à Johannesburg ! »

L'Agence tunisienne de Coopération technique devrait mettre à jour sa mission, ses voies et ses moyens à la lumière de ces défis, de ces opportunités et de ces objectifs.

SALAH HANNACHI

Forum ibn Khaldoun le 27 février 2018

Mots clés : L'année prochaine à Johannesburg ; l'Afrique un important potentiel ; la Tunisie en Afrique ; Forum Ibn Khaldoun.